

«Prendre en main son destin»

Michel Wurth défend les PME au nom du patronat solidaire

Tout le monde attendait l'état économique de la nation de Jeannot Krecké. C'est finalement le président de la Chambre de commerce qui a occupé la tribune politique.

LAURENCE HARF

Michel Wurth a pris la parole en tant que président de la Chambre de commerce, actionnaire principal de Luxexpo, pour défendre un patronat qui «est en train de changer», «devient plus ouvert, plus visible, plus solidaire». Le président s'est engagé en faveur des réformes, réclamant un débat public sur le plan national Lëtzebuerg 2020, présenté fin avril. Car «honnêtement, qui connaît le contenu de ce programme?».



Un patron s'adresse à la nation

contenu de ce programme?». Les «nouveaux» patrons, qu'on se le dise, sont prêts à participer à la réforme de la société, à l'équilibre entre les générations, à l'effort écologique... même si le travail de la Chambre de commerce en 2011 est placé prioritairement sous le signe des petites et moyennes entreprises, voire des très petites entreprises. Six mesures concrètes ont été avancées par Michel Wurth.

• **Simplifier la création et la transmission d'entreprise** quand, dans certains pays, on peut créer une entreprise en vingt-quatre heures. Sans aller jusque-là, «un cadre sociétair simple et uniforme» s'impose, avant tout pour les prestataires à caractère intellectuel dans les services aux entreprises.

• **Prévenir les faillites et faciliter les transmissions d'entreprises** dans un pays champion des faillites d'entreprises matures et des chefs d'entreprise en fin de carrière.

PLUS RÉALISTE

• **Faciliter l'exploitation** d'une entreprise en limitant le saucissonnage en matière réglementaire, en réformant la loi commodo-incommodo et en ouvrant un guichet unique.

• **Promouvoir la recherche et l'innovation** via des aides à

l'innovation opérationnelles (recherche de nouveaux créneaux, de nouvelles approches commerciales, de nouveaux produits et services...).

• **Mettre à la disposition des entreprises des terrains** pour s'établir et se développer. «L'inertie, voire l'immobilisme en matière d'aménagement du territoire est criant», s'est énérvé l'homme d'affaires.

• **Promouvoir l'économie et l'internationalisation des en-**

treprises. Même si ce volet, grâce aux agences de promotion Luxembourg for Business et Luxembourg for Finance, marche plutôt bien.

L'heure est venue d'un «véritable changement des mentalités» et «les autorités gouvernementales, les syndicats, les enseignants, les parents, la jeunesse, tous les acteurs de notre société doivent être conscients que, sans la création de richesse des entreprises, toute

notre société est vouée à l'échec». Ils étaient nombreux dans la salle de conférences de Luxexpo, le 14 mai. Désormais, ils savent que, pour devenir «plus dynamique, plus présent dans le monde, plus conscient des défis à relever, plus réaliste aussi», le Luxembourg «peut bien sûr miser sur la chance» ou prendre en main son propre destin, «comme chaque entrepreneur est bien obligé de le faire au jour le jour».

ÉNERGIE

«L'énergie est le carburant de nos économies modernes», pense Jeannot Krecké, qui y a consacré son discours d'ouverture

Le ministre de l'Économie a voulu dessiner «une perspective réaliste» du problème. Sachant que la consommation d'énergie continue de progresser avec la population (+30% de résidents en vingt ans, de 87.400 à 150.000 frontaliers en dix ans), que chaque point de PIB gagné s'accompagne de 0,6% de consommation en plus et que

le pays dépend à 98% de l'étranger pour ce qui est de l'approvisionnement.

La stratégie ébauchée passe, pour l'électricité, par «une attitude critique vis-à-vis de l'énergie nucléaire», en envisageant une seconde turbine gaz-vapeur et surtout en améliorant l'interconnexion des réseaux venant de l'étranger. Idem pour le gaz naturel, alors que, pour les produits pétroliers, l'accent est mis sur le stockage (lire aussi p. 13).

La politique énergétique du-

rable passe d'abord par l'efficacité et par les énergies renouvelables, lesquelles devront représenter 4% de la consommation totale d'ici 2020... moyennant un investissement de 830 millions d'euros et surtout le soutien de tous.

Krecké veut encore «développer les conditions pour utiliser l'électro-mobilité». Un groupe de pilotage va démarrer les travaux et une exposition **Emobility** y est consacrée à la Foire (jusqu'au 22 mai, hall 1).